ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.838/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 15 juin 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant assentiment aux actes internationaux suivants :

a) Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Bulgarie en matière de coopération policière, faite à Ostende le 24 juin 1998;

b) Protocole, fait à Sofia le 27 novembre 2000, relatif à l'article 1 de la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Bulgarie relative à la coopération policière, signée à Ostende, Belgique, le 24 juin 1998",

a donné le 22 août 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 31.838/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 15 juni 2001 door de Vice-eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met de volgende internationale akten :

a) Verdrag tussen het Koninkrijk België en de Republiek Bulgarije inzake politiesamenwerking, opgemaakt te Oostende op 24 juni 1998;

b) Protocol, opgemaakt te Sofia op 27 november 2000, betreffende artikel 1 van het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Bulgarije inzake politiesamenwerking, ondertekend te Oostende, België, op 24 juni 1998",

heeft op 22 augustus 2001 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. Selon son article 2, paragraphe 1er, la Convention, à laquelle le présent avant-projet de loi tend à donner assentiment, vise à établir entre les Parties contractantes la coopération la plus large en ce qui concerne la coopération policière.

En vertu du paragraphe 2, elles coopéreront en particulier "à la répression et à la poursuite de délits graves relevant de la criminalité organisée".

La section de législation attire l'attention sur ce que le paragraphe 2 précité ne vise pas la prévention de délits graves relevant de la criminalité organisée, contrairement à d'autres conventions du même type comme celles conclues avec la Hongrie et la Slovaquie. L'exposé des motifs du présent avant-projet de loi d'assentiment ne contient aucune explication à cet égard.

Il est seulement question de prévention à l'article 6, paragraphe 2, mais uniquement en ce qui concerne les "menaces pour l'ordre et la sécurité publics".

Il semblerait donc que la prévention des délits graves relevant de la criminalité organisée n'entrerait pas dans le champ d'application de la Convention, ce qui aurait pour effet d'en réduire sensiblement l'utilité.

2. La coopération policière entre le Royaume de Belgique et la République de Bulgarie, implique notamment des "échanges d'informations concernant les domaines ressortissant à la compétence des services de police et de l'immigration" (article 4, 1).

Dans la mesure où ces échanges d'informations peuvent porter sur des données à caractère personnel, la loi qui autorise ces échanges doit également garantir, en vertu de l'article 22 de la Constitution, qu'ils ne méconnaissent pas le droit au respect de la vie privée.

.../...

L'article 21, § 1er , de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, tel que modifié par la loi du 11 décembre 1998 (1), prévoit ainsi que "le transfert de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement après leur transfert vers un pays non membre de la Communauté européenne, ne peut avoir lieu que si le pays en question assure un niveau de protection adéquat et moyennant le respect des autres dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.".

L'article 22 de la même loi prévoit toutefois que, par dérogation à l'article 21, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués vers des pays non membres de la Communauté européenne n'assurant pas un niveau de protection adéquat, mais uniquement dans des hypothèses bien déterminées, notamment "lorsque le transfert est nécessaire ou rendu juridiquement obligatoire pour la sauvegarde d'un intérêt public important". Il n'est pas exclu que s'agissant de la transmission de données en vue de la lutte contre la criminalité organisée, cette disposition puisse, en tout cas dans certains cas, être utilement invoquée.

La section de législation estime, dans le doute, devoir formuler la réserve suivante quant à la conformité de la convention à l'exigence formulée par l'article 21, § 1er, précité.

Selon l'exposé des motifs du présent avant-projet,

> "La Bulgarie a bel et bien signé le Traité sur la Protection des Données (2), mais ne l'a pas encore ratifié. De plus la Bulgarie ne dispose pas d'une législation propre en matière de traitement des données personnelles. Il existe bien un projet de loi faisant partie du programme législatif du gouvernement, mais celui-ci n'a

---

(1) En vertu de son article 52 et de l'article 70 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 précitée, la loi du 11 décembre 1998 entre en vigueur le 1er septembre 2001.

(2) Lire: la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, signée à Strasbourg le 28 janvier 1981.

.../...

pas encore débouché sur une loi. C'est la raison pour laquelle l'article 10 (3) a été conçu de manière très détaillée afin d'offrir des garanties maximales en matière de protection et de sécurité juridique.".

Comme l'indique également l'exposé des motifs, l'article 11 de la Convention, qui traite de la protection des données à caractère personnel, "s'inspire dans les grandes lignes des articles 126 à 129 de l'Accord de Schengen" (4).

En outre, l'article 11, paragraphe 2, de la présente Convention prévoit que les Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel, "à réaliser un niveau de protection des données à caractère personnel qui respecte les dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et de la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police".

Toutefois, il y a lieu d'observer que, contrairement à ce que prévoit l'article 126, paragraphe 2, de la Convention d'application de l'accord de Schengen précitée, la présente Convention ne stipule nullement que la transmission de données à caractère personnel qu'elle prévoit ne pourra avoir lieu que lorsque les dispositions garantissant la protection de ces données seront entrées en vigueur.

Par conséquent il convient d'examiner si les autres dispositions de l'article 11 de la Convention suffisent à protéger la vie privée des personnes concernées, en garantissant que les données à caractère personnel ne fassent l'objet d'un traitement que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, qu'elles soient utilisées de manière conforme à ces finalités, qu'elles soient adéquates, pertinentes et non excessives par

---

(3) Lire : l'article 11.

(4) Lire: la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, la République fédérale d'Allemagne et de la France, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990.

.../...

rapport à ces finalités, qu'elles soient exactes, et qu'elles ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire.

Si les dispositions de la Convention présentent un certain nombre de garanties, celles-ci sont toutefois insuffisantes à deux égards.

1°) D'abord, l'article 11, paragraphe 3, 1, prévoit que les données peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles la présente Convention prévoit la transmission de ces données "après autorisation de la Partie contractante qui transmet les données et dans le respect de la législation de la Partie contractante destinataire". Compte tenu de l'absence de législation en Bulgarie garantissant la protection des personnes contre les traitements de données à caractère personnel, cette disposition n'offre pas la garantie que les données ne seront traitées que pour des finalités déterminées, explicites et légitimes [(5)].

2°) Ensuite et surtout, l'article 11, paragraphe 5, prévoit l'obligation pour chaque Partie contractante de désigner "une autorité de contrôle chargée dans le respect du droit national, d'exercer sur son territoire un contrôle indépendant des traitements de données à caractère personnel effectués sur base de la présente Convention et de vérifier si lesdits traitements ne sont pas attentatoires aux droits de la personne concernée". Dès lors que, comme il a déjà été souligné, il n'existe pas actuellement de législation en Bulgarie organisant la protection des personnes contre les traitements de données à caractère personnel, que la disposition examinée conditionne pourtant l'activité de l'autorité de contrôle au respect du droit national des Parties contractantes, et, qu'en outre, il n'est pas précisé que la transmission de données à caractère personnel ne pourra avoir

---

(5) Voir, dans le même sens l'avis 21/97 de la Commission pour la protection de la vie privée sur le "projet de convention bilatérale relative à la coopération policière", point 5.4.3.

lieu que lorsque cette autorité de contrôle aura été désignée [(6)], la Convention n'offre pas de garantie suffisante que les données à caractère personnel que les services de police belges auront transmises ne seront traitées que sous le contrôle d'une autorité indépendante.

Il résulte des considérations qui précèdent que tant que la République de Bulgarie n'aura pas adopté de dispositions garantissant sur son territoire la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, la présente Convention n'offre pas aux personnes concernées par les données qui seraient transmises à l'autre Partie contractante, un niveau de protection équivalent à celui assuré par la législation belge.

3. Au regard du respect du principe selon lequel les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne doivent pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités, la convention soulève également une autre interrogation.

L'article 6, paragraphe 2, qui autorise la transmission spontanée d'informations, ajoute une autre finalité à celle prévue à l'article 2 de la Convention, à savoir "la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics".

La question se pose dès lors si les données à caractère personnel que les Parties contractantes prévoient de s'échanger ne pourront être traitées qu'en vue de la répression et de la poursuite des délits graves relevant de la criminalité organisée, objet principal de la Convention, ou si elles pourront être utilisées, en l'absence de restriction expresse qui serait formulée par la Partie transmettant les données conformément à

---

(6) Comparer avec l'article 128 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen qui prévoit expressément que la transmission de données à caractère personnel prévue par la Convention ne pourra avoir lieu que lorsque les Parties contractantes concernées par la transmission auront chargé une autorité de contrôle nationale d'exercer un contrôle indépendant sur le respect des dispositions pertinentes.

l'article 11, paragraphe 3, 7, à toutes fins relevant de la "prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics".

4. Selon l'exposé des motifs,

> "Au premier paragraphe de l'article 6, les parties s'engagent à prêter mutuellement assistance à leurs services de police afin de détecter les délits visés à l'article 2 du Traité et pour lutter contre eux, pour autant que l'exécution de celle-ci ne soit pas soumise à la compétence des autorités judiciaires et pour autant qu'aucun moyen de contrainte ne doive être exercé. Cette disposition est inspirée par l'article 39 de l'Accord de Schengen (7) et a pour but de délimiter l'échange direct de données entre les services de police sans intervention des autorités judiciaires".

Force est de constater toutefois que l'article 6, paragraphe 1er, ne stipule pas expressément que l'assistance n'est accordée que pour autant qu'aucun moyen de contrainte ne doive être exercé.

Suivant l'article 28bis, § 3, du Code d'instruction criminelle,

> "Sauf les exceptions prévues par la loi, les actes d'information ne peuvent comporter aucun acte de contrainte ni porter atteinte aux libertés et droits individuels. Ces actes peuvent toutefois comprendre la saisie des choses citées à l'article 35".

Contrairement à ce que soutient l'exposé des motifs et à ce qui est prévu dans la Convention d'application de l'Accord de Schengen (article 39, paragraphe 1er), la présente Convention n'exclut donc pas tout acte de contrainte dans l'assistance mutuelle des services de police des Parties contractantes.

5. La Convention prévoit la coopération non seulement des services de police, mais également des "services d'immigration". Ceux-ci devraient accorder leur assistance aux fins de la recherche de faits punissables (article 6, paragraphe 1er), et

---

(7) Lire la Convention d'application de l'Accord de Schengen précitée.

seraient habilités, dans le respect du droit national, à recevoir les données transmises par l'autre Partie contractante (article 11, paragraphe 4, 1).

L'exposé des motifs devrait préciser quels sont les services belges qui seraient visés par ces dispositions.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est en tout état de cause attirée sur le fait qu'en vertu de l'article 44/1, alinéa 3, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les données recueillies et traitées par les services de police "ne peuvent être communiquées qu'aux autorités visées à l'article 5 [de cette loi], aux services de police, à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale ainsi qu'aux services de renseignement et de sécurité qui en ont besoin pour l'exercice de leurs missions".

Si donc l'intention de l'auteur de l'avant- projet est que des services belges autres que les services de police, tels que l'Office des étrangers, puissent traiter des informations recueillies par des services de police dans le cadre de l'assistance mutuelle avec les services de police et d'immigration de la Bulgarie, il conviendra que la loi en projet soit complétée par une disposition les y autorisant expressément ou que l'article 44/1, alinéa 3, précité, soit modifié.

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

Il y aurait lieu de reprendre les intitulés exacts de la Convention et du Protocole.

L'intitulé sera donc rédigé comme suit :

"Loi portant assentiment aux actes internationaux suivants :

a) Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Bulgarie relative à la coopération policière, signée à Ostende le 24 juin 1998;

b) Protocole, fait à Sofia le 27 novembre 2000, relatif à l'article 1er de la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Bulgarie relative à la coopération policière, signée à Ostende, Belgique, le 24 juin 1998".

Dispositif

Article 2

L'article sera rédigé comme suit :

"Art. 2. La Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Bulgarie relative à la coopération policière, signée à Ostende le 24 juin 1998, sortira son plein et entier effet.".

Algemene opmerkingen

1. Luidens artikel 2, lid 1, van het Verdrag, tot instemming waarmee het voorliggende voorontwerp van wet strekt, is het de bedoeling van dit Verdrag een zo ruim mogelijke samenwerking op politioneel gebied tot stand te brengen tussen de Verdragsluitende Partijen.

Krachtens lid 2 wordt in het bijzonder samengewerkt "op het vlak van de bestrijding en de vervolging van zware misdrijven die onder de georganiseerde criminaliteit vallen".

De afdeling wetgeving wijst erop dat het genoemde lid 2 geen betrekking heeft op de preventie van zware misdrijven die onder georganiseerde criminaliteit vallen, in tegenstelling tot andere verdragen van dezelfde aard, zoals die afgesloten met Hongarije en Slowakije. In de memorie van toelichting van het voorliggende voorontwerp van goedkeuringswet wordt daaromtrent geen uitleg verschaft.

Alleen in artikel 6, lid 2, is er sprake van preventie, maar enkel in verband met "gevaar voor de openbare orde en veiligheid".

Het voorkomen van zware misdrijven die onder georganiseerde criminaliteit vallen lijkt bijgevolg niet tot de werkingssfeer van het Verdrag te behoren, wat het nut daarvan sterk zal doen afnemen.

2. De politiesamenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Bulgarije bestaat inzonderheid uit "uitwisseling van informatie met betrekking tot materies die tot de bevoegdheid van de politie- en immigratiediensten behoren" (artikel 4, 1).

Doordat de uitgewisselde gegevens persoonsgegevens kunnen zijn, dient de wet waarbij die uitwisseling wordt toegestaan, krachtens artikel 22 van de Grondwet eveneens te garanderen dat het recht op eerbiediging van het privé-leven er niet door wordt geschonden.

Zo bepaalt artikel 21, paragraaf 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals die bepaling gewijzigd is bij de wet van 11 december 1998 [(1)] dat "persoonsgegevens die aan een verwerking worden onderworpen na doorgifte ervan naar een land buiten de Europese Gemeenschap, ... slechts (mogen) worden doorgegeven indien dat land een passend beschermingsniveau waarborgt en de andere bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden nageleefd."

Artikel 22 van dezelfde wet bepaalt evenwel dat, in afwijking van artikel 21, persoonsgegevens overgedragen mogen worden naar een land van buiten de Europese Gemeenschap dat geen waarborgen biedt voor een adequaat beschermingsniveau, maar alleen in welbepaalde gevallen, onder meer wanneer "de doorgifte (...) noodzakelijk is of wettelijk verplicht vanwege een zwaarwegend algemeen belang". Deze bepaling zou, wanneer het gaat om de overdracht van gegevens met het oog op de bestrijding van de georganiseerde criminaliteit, in ieder geval in bepaalde gevallen, dienstig kunnen worden aangevoerd.

De afdeling wetgeving is van mening dat zij, vermits in dit verband onzekerheid bestaat, het volgende voorbehoud dient te maken aangaande de overeenstemming van het Verdrag met het in het genoemde artikel 21, § 1, gestelde vereiste.

In de memorie van toelichting van het voorliggende voorontwerp staat het volgende :

> "Bulgarije heeft weliswaar het Dataprotectieverdrag [(2)] ondertekend, maar nog niet geratificeerd. Bovendien beschikt Bulgarije niet over een eigen wetgeving inzake bescherming van de verwerking van persoonsgegevens; er bestaat een wetsontwerp dat deel uitmaakt van het wetgevend programma van de regering,

---

(1) Krachtens artikel 52 van die wet en ingevolge artikel 70 van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de voormelde wet van 8 december 1992, treedt de wet van 11 december 1998 op 1 september 2001 in werking.

(2) Lees : het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, ondertekend te Straatsburg op 28 januari 1981.

maar dat nog niet tot een wet heeft geleid. Vandaar dat artikel 10 [3] vrij gedetailleerd is uitgewerkt om toch maximale waarborgen van bescherming en rechtszekerheid te bieden."

Zoals tevens in de memorie van toelichting staat, is artikel 11 van het Verdrag, dat betrekking heeft op de bescherming van persoonsgegevens "in grote lijnen geïnspireerd door de artikelen 126 tot 129 van het Schengenakkoord" [4].

Bovendien bepaalt artikel 11, lid 2, van het voorliggende Verdrag dat de Verdragsluitende Partijen, wat de verwerking van persoonsgegevens betreft, zich ertoe verbinden "de persoonsgegevens te beschermen volgens de bepalingen van het Verdrag van de Raad van Europa van 28 januari 1981 ter bescherming van personen op het vlak van automatische verwerking van persoonsgegevens en van de Aanbeveling A (87) 15 van 17 september 1987 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa die het gebruik van persoonsgegevens voor politiedoeleinden regelt".

Er dient evenwel op gewezen te worden dat, in tegenstelling tot wat artikel 126, lid 2, van de genoemde Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen voorschrijft, het voorliggende Verdrag geenszins bepaalt dat de overdracht van persoonsgegevens waarin het voorziet alleen kan geschieden wanneer de bepalingen die de bescherming van die gegevens waarborgen, in werking zijn getreden.

Bijgevolg dient nagegaan te worden of de andere bepalingen van artikel 11 van het Verdrag toereikend zijn om de persoonlijke levenssfeer van de betrokken personen te beschermen, en waarborgen dat persoonsgegevens alleen verwerkt worden voor uitdrukkelijk bepaalde, duidelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en die gegevens alleen gebruikt worden op een wijze die verenigbaar is met die doeleinden, terwijl de gegevens, uitgaande van die doeleinden, niet overmatig mogen zijn, maar

---

[3] Lees : artikel 11.

[4] Lees : Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen van 14 juni 1985 tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek, betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke grenzen, ondertekend te Schengen op 19 juni 1990.

toereikend, ter zake dienend en nauwkeurig moeten zijn en niet langer mogen worden bijgehouden dan nodig is.

Ook al bevat het Verdrag een aantal waarborgen, deze zijn in twee opzichten onvoldoende.

1˚) In de eerste plaats bepaalt artikel 11, lid 3, 1, dat de gegevens alleen mogen worden aangewend voor andere doeleinden dan die waarvoor het voorliggende Verdrag in de overdracht van dergelijke gegevens voorziet "na voorafgaande toestemming vanwege de Verdragsluitende Partij die de gegevens overbrengt en overeenkomstig het recht van de Verdragsluitende Partij waarvoor de gegevens bestemd zijn". Aangezien in Bulgarije geen wetgeving voorhanden is die personen beschermt tegen de verwerking van persoonsgegevens, biedt deze bepaling niet de waarborg dat de gegevens alleen verwerkt worden voor uitdrukkelijk bepaalde, duidelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden [(5)].

2˚) Voorts en bovenal legt artikel 11, lid 5, aan iedere Verdragsluitende Partij de verplichting op "een controle-autoriteit aan (te duiden) die, overeenkomstig het nationale recht, belast is met de uitoefening, op haar grondgebied, van een onafhankelijke controle op de verwerking van persoonsgegevens uitgevoerd op basis van dit Verdrag en die moet bevestigen of de bovengenoemde verwerking de rechten van de betrokken persoon niet schendt". Aangezien, zoals reeds is onderstreept, er in Bulgarije thans geen wetgeving voorhanden is tot regeling van de bescherming van personen tegen de verwerking van persoonsgegevens, de onderzochte bepaling evenwel voorschrijft dat de "controle-autoriteit" bij haar werkzaamheden het nationaal recht van de Verdragsluitende Partijen moet naleven, en bovendien niet bepaald wordt dat de overdracht van persoons-

---

(5) Zie, in dezelfde zin, advies 21/97 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer over het "ontwerp betreffende bilaterale akkoorden inzake politiesamenwerking", punt 5.4.3.

gegevens pas kan plaatsvinden wanneer die "controle-autoriteit" aangewezen is [6], biedt het Verdrag geen voldoende waarborg dat de persoonsgegevens die door de Belgische politiediensten zouden worden doorgegeven alleen verwerkt zouden worden onder het toezicht van een onafhankelijke overheid.

Uit de voorgaande overwegingen blijkt dat, zolang de Republiek Bulgarije geen bepalingen heeft aangenomen die op haar grondgebied de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten aanzien van de verwerking van persoonsgegevens waarborgen, het voorliggende Verdrag de personen op wie de gegevens betrekking hebben die aan de andere Verdragsluitende Partij zouden worden doorgegeven, niet hetzelfde beschermingsniveau biedt als de Belgische wetgeving.

3. In het licht van de naleving van het beginsel dat persoonsgegevens voor uitdrukkelijk bepaalde, duidelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden moeten worden verzameld en naderhand niet mogen worden verwerkt op een wijze die niet verenigbaar is met die doeleinden, doet het Verdrag nog een andere vraag rijzen.

Artikel 6, lid 2, dat voorziet in de mogelijkheid om spontaan informatie mee te delen, voegt nog een doeleinde toe aan dat dat wordt vermeld in artikel 2 van het Verdrag, namelijk "afwending van een gevaar voor de openbare orde en veiligheid".

Bijgevolg rijst de vraag of de persoonsgegevens die de Verdragsluitende Partijen van plan zijn uit te wisselen, alleen zullen kunnen worden verwerkt met het oog op de bestrijding en de vervolging van zware misdrijven die onder georganiseerde criminaliteit vallen, het hoofddoel van het Verdrag, dan wel of ze zullen kunnen worden gebruikt voor alle doeleinden in verband met "afwending van een gevaar voor de openbare

---

[6] Vergelijk met artikel 128 van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen, dat uitdrukkelijk bepaalt dat niet tot verstrekking van persoonsgegevens als bedoeld in de Overeenkomst mag worden overgegaan dan nadat de betrokken Overeenkomstsluitende Partijen een nationale controle-autoriteit hebben belast met het op onafhankelijke wijze toezicht houden op de naleving van de relevante bepalingen.

orde en veiligheid", als geen uitdrukkelijke beperking wordt gesteld, overeenkomstig artikel 11, lid 3, 7, door de partij die de gegevens verstrekt.

4. In de memorie van toelichting staat het volgende :

> "In de eerste paragraaf van artikel 6 verbinden de Partijen er zich toe om hun politie- en immigratiediensten wederzijdse bijstand te laten verlenen ter opsporing van de misdrijven, bedoeld in artikel 2 van het Verdrag, voor zover de uitvoering ervan niet onderworpen is aan de bevoegdheid van de gerechtelijke overheden en voor zover geen dwangmiddelen moeten worden toegepast. Deze bepaling is geïnspireerd door het artikel 39 van het Schengenakkoord [(7)] en heeft tot doel de rechtstreekse bijstand tussen de politiediensten zonder tussenkomst van de gerechtelijke overheden, af te bakenen.".

Evenwel valt op te merken dat artikel 6, lid 1, niet uitdrukkelijk bepaalt dat alleen bijstand wordt verleend als geen dwang wordt uitgeoefend.

Artikel 28bis, § 3, van het Wetboek van Strafvordering bepaalt :

> "Behoudens de wettelijke uitzonderingen mogen de opsporingshandelingen geen enkele dwangmaatregel inhouden noch schending inhouden van individuele rechten en vrijheden. Deze handelingen kunnen evenwel de inbeslagneming van de zaken vermeld in artikel 35 inhouden".

In tegenstelling met wat in de memorie van toelichting wordt vermeld en met wat in de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen (artikel 39, lid 1) wordt bepaald, sluit het onderhavige Verdrag dus niet uit dat dwang mag worden uitgeoefend voor de wederzijdse bijstand van de politiediensten van de Verdragsluitende Partijen.

5. Het Verdrag voorziet niet alleen in samenwerking tussen de politiediensten, maar ook tussen de "immigratiediensten". Deze zouden bijstand moeten verlenen ten behoeve van de opsporing van strafbare feiten (artikel 6, lid 1) en zouden, met inachtneming

---

(7) Lees : de voormelde Overeenkomst ter uitvoering van het akkoord van Schengen.

van het nationale recht, de gegevens mogen ontvangen die door de andere Verdragsluitende Partij zijn verstrekt (artikel 11, lid 4, 1).

In de memorie van toelichting zou moeten worden gepreciseerd op welke Belgische diensten die bepalingen betrekking hebben.

De steller van het voorontwerp wordt er hoe dan ook op attent gemaakt dat de gegevens die krachtens artikel 44/1, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt door de politiediensten worden verzameld en verwerkt, "enkel (kunnen) worden medegedeeld aan de overheden bedoeld in artikel 5 (van die wet), de politiediensten, de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie evenals aan de inlichtingen- en veiligheidsdiensten die ze nodig hebben voor de uitoefening van hun opdrachten".

Als het dus in de bedoeling van de steller van het voorontwerp ligt dat andere Belgische diensten dan de politiediensten, zoals de dienst Vreemdelingenzaken, gegevens kunnen verwerken die zijn verzameld door politiediensten in het kader van de wederzijdse bijstand met de politie- en immigratiediensten van Bulgarije, dan moet de ontworpen wet worden aangevuld met een bepaling waarbij ze daartoe uitdrukkelijk toestemming krijgen of moet het genoemde artikel 44/1, derde lid, worden gewijzigd.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

De opschriften van het Verdrag en van het Protocol moeten juist worden aangehaald.

Het opschrift moet dus als volgt worden gesteld :

"Wet houdende instemming met de volgende internationale akten :

1. Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Bulgarije inzake politiesamenwerking, ondertekend te Oostende op 24 juni 1998".

2. Protocol, opgemaakt te Sofia op 27 november 2000, betreffende artikel 1 van het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Bulgarije inzake politiesamenwerking, ondertekend te Oostende, België, op 24 juni 1998".

Dispositief

Artikel 2

Het artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 2. Het Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Bulgarije inzake politiesamenwerking, ondertekend te Oostende op 24 juni 1998, zal volkomen gevolg hebben.".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président du Conseil d'Etat, voorzitter van de Raad van State,
	M. LEROY,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. QUERTAINMONT,	conseiller d'Etat, staatsraad,
	J.-M. FAVRESSE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN